

LE JAPON FACE AUX LIMITES DE L'HYPERPUISSANCE AMERICAINE ET AUX INCERTITUDES CHINOISES

Robert BOYER, Institut des Amériques, Paris

Contribution au numéro spécial de la Revue **Kan**, Editions Fujiwara

« *Reconsidération du rapport Japon – Chine – Etats-Unis* »

Introduction : un basculement dans l'histoire des capitalismes.

Les grandes conceptions de l'histoire se distribuent selon deux catégories. Pour les uns, le temps est cyclique dans la mesure où des séquences de même type tendent à se répéter, tout particulièrement au niveau de l'économie mondiale. Par exemple, à l'Empire britannique en déclin succède la montée en puissance du modèle américain. Selon cette ligne d'analyse, la Chine est supposée remplacer à terme les Etats-Unis comme puissance hégémonique. Pour d'autres, le temps historique est celui d'une tendance de longue période à la constitution d'une économie mondiale, selon une progression à travers diverses configurations qui sont autant d'innovations. Si l'on adopte ce point de vue, le fort degré d'interdépendance entre les diverses zones de l'économie mondiale contemporaine appelle la construction d'un système international multipolaire, sans que s'impose la présence d'une puissance hégémonique. Si la première conception est celle de grands historiens tels que Fernand Braudel ou encore de la pensée chinoise, la seconde est celle de la philosophie allemande puis européenne à la suite d'Hegel et de Marx. Ces deux points de vue ne sont pas sans intérêt et seront mobilisés par le présent article mais ce ne sont pas les seules inspirations théoriques.

En effet, ce texte mobilise l'un des enseignements majeurs de la théorie de la régulation dont le projet fondateur est de plonger dans le grand vent de l'histoire les catégories des sciences sociales contemporaines. A la lumière des recherches passées portant sur les transformations en longue période des capitalismes américain, français, japonais, il apparaît crucial de distinguer deux périodes dans leurs évolutions.

- Tantôt la relative et transitoire cohérence d'une configuration institutionnelle soutient un régime économique dont les évolutions confortent les anticipations au jour le jour des différents agents. Dans ce cas prévaut la complémentarité entre un régime d'accumulation et un mode de régulation, de sorte que pour l'essentiel les déterminismes de type économique gouvernent l'évolution d'ensemble.
- Tantôt cet édifice institutionnel entre en crise, au sens où les règles et les institutions antérieures ne permettent plus une mise en cohérence de stratégies individuelles et collectives devenues contradictoires. Face à cette rupture des déterminismes antérieurs, les différents acteurs collectifs déploient de nouvelles stratégies sociales et politiques en vue de reconfigurer le régime socioéconomique. C'est alors le temps du politique, mais le temps de la construction de nouvelles formes institutionnelles est beaucoup plus lent que celui de la

succession des coalitions politiques. Ainsi s'explique la durée des grandes crises, telle celle des années trente.

De nombreuses recherches régulationnistes convergent vers un même diagnostic : les années 2008-2009 marquent l'entrée dans une telle grande crise pour la presque totalité des États-Nations. C'est le cas pour les États-Unis qui ont peu de chance de réhabiliter leur modèle de croissance par l'innovation et la financiarisation, mais aussi pour l'Union Européenne qui fait face à l'incohérence de l'articulation entre instance communautaire et subsidiarité à l'échelle des pays membres (I). Bien que le diagnostic ne soit pas unanime, une fraction croissante des spécialistes s'accorde pour diagnostiquer l'entrée de la Chine dans une zone de grande turbulence, au-delà même du fort potentiel de croissance et de rebond de ce pays (II). C'est une tout autre forme de crise qu'endure le Japon depuis près de deux décennies, mais il serait faux de considérer qu'elle est spécifique à ce seul pays car la longueur du processus de désendettement nécessaire après une phase d'intense spéculation risque de caractériser tout autant l'évolution de l'économie nord-américaine au cours de la présente décennie (III).

Une grande crise, au sens régulationniste, caractérise aussi le régime international : les États-Unis entendent conserver leur statut de super puissance alors même qu'ils n'en ont plus nécessairement les moyens économiques, mais pour autant la Chine n'a ni l'intention ni les moyens de se substituer à cet hégémon et stabiliser le système international comme l'avaient fait les États-Unis après la seconde guerre mondiale (IV). Lorsque l'on rassemble le diagnostic concernant la transformation des trajectoires nationales et les forces qui façonnent la recomposition du système de Bretton Woods, on obtient une caractérisation originale des opportunités mais aussi des risques que présente la présente décennie (V). Ces analyses ont quelques implications concernant les stratégies ouvertes aux gouvernements japonais : quelle place et quelles alliances dans le système international qui finira par émerger.

I. La fin de la toute puissance américaine

Toute prospective de l'économie mondiale se doit de partir d'une analyse des États-Unis puisqu'ils ont été le pivot des relations internationales depuis la seconde guerre mondiale. À cet égard une mise en perspective des pronostics formulés concernant l'irréversible déclin nord-américain est utile, afin d'éviter quelques-unes des erreurs commises par les meilleurs des analystes.

1 Annoncée depuis les années soixante-dix

En effet dès la fin des années 1960, la remarquable dynamique fordisme qui organisait la synchronisation de la production et de la consommation de masse s'enraye du fait de la quasi-disparition des gains de productivité totale des facteurs, dont le dynamisme antérieur rendait compatible les demandes croisées des salariés, des entreprises et des gouvernements. Les conflits sur la distribution du revenu déclenchent une accélération de l'inflation qui elle-même déstabilise le régime de change fixe : la date clé est celle de 1971 lorsque les États-Unis abandonnent la convertibilité or du dollar et induisent l'adoption de change flexible pour la plupart des autres pays. Parallèlement, la guerre du Vietnam manifeste les limites du pouvoir militaire américain, au point de susciter une comparaison avec le déclin de l'empire romain, à la suite de son incapacité à soutenir les coûts de contrôle de territoires de plus en plus étendus. Dès cette époque, nombre d'analystes anticipent un irréversible déclin de la domination américaine, même si tous n'adoptent pas le concept d'impérialisme. Un troisième phénomène vient renforcer ce diagnostic : la montée en régime des concurrents européens et japonais dont les exportations précipitent la désindustrialisation nord-américaine et dont les formes de capitalisme apparaissent comme supérieures à celles des États-Unis. Au milieu des années 80, l'adoption du modèle d'organisation

industrielle nipponne apparaissait comme la meilleure des stratégies ouvertes aux responsables américains.

....Puis démentie par le regain de la technologie et l'essor de la finance

Ces sombres pronostics ne se sont que très partiellement réalisés. D'une part le Japon est entré en crise après l'éclatement de la bulle spéculative des années 80 et l'attractivité de son modèle organisationnel a été relativisée, d'autre part les entrepreneurs nord-américains ont été aux avant-postes de la création d'un nouveau paradigme productif lié aux technologies de l'information et de la communication. Parallèlement à la diffusion de ces innovations productives, la progressive de libéralisation des marchés financiers a stimulé la création de nouveaux instruments, tels la titrisation, mobilisés pour gérer l'afflux de l'épargne des salariés, lié à la généralisation des fonds de pension par capitalisation. Ainsi s'explique la succession de deux phases de croissance respectivement des années 90 et 2000 : les performances de l'économie américaine ont supplanté celles du vieux continent et du Japon. De nouveau, le capitalisme américain et plus particulièrement son régime de croissance tirée par la finance ont été la référence obligée de la plupart des gouvernements. Ils étaient admiratifs des performances permises par la financiarisation, mais ils avaient largement sous-estimé l'instabilité propre à ce type de stratégie (tableau 1).

Tableau 1 – Quelques dates clés de l'évolution de l'Economie américaine

Années	Evénements
1945	Première place dans l'économie mondiale : <ul style="list-style-type: none"> • 50 % de la production mondiale ; • 2/3 des réserves mondiales ; • Balance commerciale excédentaire ; • Architecture du système de Bretton Woods avec le dollar comme monnaie internationale
1947 - 1967	Etablissement du régime de croissance fordiste : production et consommation de masse
1971	Abandon de la convertibilité en or du dollar
1974 - 1985	<ul style="list-style-type: none"> • Epuisement des gains de productivité et tendance à la stagnation du salaire réel médian • Entrée en concurrence avec le Japon et l'Allemagne
1986 - 2000	Essor des technologies de l'information et de la communication puis emballement spéculatif
2001 - 2008	Bulle immobilière et croissance tirée par la finance
2009 - 2012	<ul style="list-style-type: none"> • Crise financière systémique puis grande crise économique • 25 % de la production mondiale, premier importateur mondial et investissement à l'étranger, balance commerciale structurellement déficitaire, le dollar monnaie de réserve par défaut.

2 Le douloureux réveil : la faillite de Lehman Brothers et la crise systémique qui en dérive

En effet, les remarquables performances de l'économie américaine ne résultaient pas de l'établissement d'un régime de croissance aussi puissant et résilient que le fordisme mais plutôt d'une reconfiguration partielle. Dans les années quatre-vingt, c'est à travers l'allongement de la durée du travail et la multiplication des sources de revenus au sein d'une même famille qu'est soutenu le rythme de croissance antérieur de la consommation. Cependant, comme la productivité totale des facteurs ne retrouve pas les rythmes antérieurs, les inégalités sociales s'accroissent puisque les moins qualifiés enregistrent une stagnation, voire une chute de leur revenu réel après impôts, alors que les mieux placés sur le marché du travail bénéficient d'une notable croissance de leur niveau de vie. La croissance des inégalités de revenu, de richesse et d'accès au pouvoir politique marque la fin du régime de l'après seconde guerre mondiale.

Ensuite, à partir des années quatre-vingt-dix, l'innovation financière est au cœur de la stratégie des grandes firmes et elle permet, à travers par exemple la titrisation et le relâchement des conditions d'accès au crédit, un essor de la consommation et provoque une vigoureuse bulle immobilière. Elle ne pouvait se soutenir qu'à travers l'espoir d'une croissance continue du prix des logements car la stagnation du revenu de cette nouvelle couche d'acheteurs n'en permettait pas l'acquisition. Dans la première partie des années deux mille, gonflement des profits des intermédiaires financiers et tout particulièrement de Wall Street, et dynamisme de la consommation et de l'investissement en logement vont de pair.

Ce bref rappel historique permet de comprendre pourquoi la crise a été si sévère puisque se cumulent au moins trois facteurs de blocage de l'accumulation et de la croissance.

- En premier lieu, la base industrielle américaine n'a cessé de se déliter puisque les grandes entreprises ont décidé de délocaliser leur production et de concentrer leur activité sur les deux extrémités de la chaîne de valeur : respectivement l'innovation et le marketing. La distribution internationale des activités d'une entreprise, telle qu'Apple, est exemplaire à ce titre puisqu'elle rend évident le caractère mondial de la chaîne de valeur et le déplacement des activités d'assemblage en Asie et tout particulièrement en Chine.
- Un second blocage tient à l'exacerbation des inégalités qui se traduit par une polarisation de la société américaine, lourde de contradictions sociales et politiques. Comme les gouvernements successifs, tant républicains que démocrates, n'ont pu, et encore moins voulu, constituer une couverture sociale et maintenir une progressivité de l'impôt qui auraient contrebalancé les tendances inégalitaires véhiculées par la logique du marché, l'accès au crédit par les groupes les moins favorisés est apparu comme un substitut afin d'assurer leurs dépenses de santé, d'éducation et de logement. De plus les arbitrages politiques tendent à favoriser les groupes socio-économiques les mieux placés dans la compétition, au détriment des plus fragiles. Tant que dure l'euphorie des bulles spéculatives de la nouvelle économie puis de l'immobilier, cet écart grandissant ne semble pas poser problème. Par contre, une fois ouverte la crise financière, la question sociale fait un retour remarqué dans les débats politiques américains comme en témoignent les deux campagnes électorales remportées par Barack Obama. Les difficultés rencontrées durant son premier mandat illustrent l'arrivée aux limites du régime politique américain : l'ampleur des « check and balance » semble avoir interdit toute politique audacieuse de développement d'un système de couverture sociale en bonne et due forme.
- C'est dans ce contexte que la faillite de Lehman Brothers signifie non seulement la fin du régime de croissance tirée par l'abondance du crédit et la multiplication de dangereuses innovations financières (par exemple la titrisation de crédits immobiliers de mauvaise qualité, les subprimes) mais encore le blocage de la soupape qui avait jusqu'à présent permis de

dissimuler la perte de substance industrielle américaine et l'accentuation des inégalités. Il est remarquable que de 1990 à 2008, l'espérance de vie des femmes et hommes de race blanche sans diplôme ait chuté respectivement de 5 et 3 ans alors qu'elle continuait à progresser pour les Hispaniques, les Afro-américains et les plus diplômés (*New York Time*, 2012). Seul l'effondrement de l'Union Soviétique avait conduit à une telle réduction de l'espérance de vie. Aux États-Unis, la multiplication des expropriations des familles incapables de payer leur crédit immobilier se prolonge encore en 2012. Associée à une forte réduction du taux d'activité et la persistance d'un chômage structurel, de longue durée pour certains travailleurs peu qualifiés, c'est un indice d'une crise économique structurelle au sens de la théorie de la régulation. En effet, en dépit de l'acceptation d'un très large déficit public – par opposition avec la généralisation des politiques d'austérité en Europe – et d'une politique monétaire garantissant aux banques un taux d'intérêt quasi-nul pour une période indéterminée, l'économie américaine n'a pas retrouvé un régime de croissance de moyen-long terme.

3 Lorsque les forces se transforment en faiblesses

A la conjonction de ces trois facteurs de crise il faut ajouter l'incapacité de l'architecture institutionnelle héritée du passé à surmonter les déséquilibres du temps présent (tableau 2). Ainsi, au dynamisme du système d'innovation mu par un esprit d'entreprise typiquement américain s'oppose l'obsolescence des infrastructures publiques, pourtant essentielles pour le succès des initiatives privées. De même, le dynamisme du secteur des nouvelles technologies et celui des services aux entreprises et à la personne ne parvient pas à compenser la désindustrialisation et les hauts revenus qu'apportait à une large fraction de la population la production manufacturière. Plus encore, le marché intérieur qui fut un atout majeur dans la constitution du fordisme sert aujourd'hui à l'expansion des capacités de production chinoises. Pour faire image, le modèle Wal-Mart – approvisionnement à bas prix dans le monde entier et flexibilisation de la relation salariale – a remplacé le moteur fordiste dans lequel le niveau de vie augmentait à travers la croissance du salaire réel grâce au dynamisme de l'économie domestique. Il se pourrait même que le succès en matière d'extraction des gaz de schiste débouche sur une forme de maladie hollandaise au sens où l'ampleur des rentes liées à l'extraction pourrait freiner le dynamisme industriel.

Un renversement équivalent semble intervenir au niveau de la société américaine. En effet, la contrepartie de la constitution de nouvelles grandes entreprises dans le secteur des nouvelles technologies et de la finance n'est pas sans lien avec la flambée des inégalités. Parallèlement, une significative mobilité géographique des travailleurs américains ne saurait dissimuler la réduction de la mobilité sociale ascendante qui est l'une des plus faibles au sein des économies développées. La jeunesse de la population est certes un atout mais elle est associée à une montée des minorités (travailleurs venus d'Amérique Latine et d'Asie) qui change la dynamique de la société et même des choix électoraux comme en témoigne la seconde élection du Président Obama.

Dans l'ordre politique, la stabilité de la constitution américaine est remarquable lorsqu'on la compare à nombre d'autres pays marqués par de notables instabilités politiques. Pourtant, face à une crise qui met en question les fondements même de « l'American way of life », la perfection des mécanismes de « checks and balances » conduit en fait au blocage politique, comme en témoigne l'incapacité d'obtenir un accord bipartisan entre Républicains et Démocrates en vue de rétablir les finances publiques américaines dont le déficit rapporté au PIB est l'un des plus importants au sein des pays de l'OCDE. La polarisation idéologique semble avoir remplacé le pragmatisme qui prévalait lors des alternances entre gouvernements républicains et démocrates. Les Agences internationales de notation ne s'y sont pas trompées : elles ont dégradé la dette américaine, précisément par crainte d'un blocage politique de réformes pourtant absolument nécessaires. Ainsi, une crise encore plus grave que celle de 1929 se trouve intervenir dans un contexte proche de la paralysie politique.

Tableau 2 – Forces et faiblesses des Etats-Unis en 2012

	Forces	Faiblesses
Économie	<ul style="list-style-type: none"> • Système d'innovation • Maîtrise des secteurs de haute technologie • Taille du marché domestique • Réseaux de multinationales puissantes • Vers une indépendance énergétique (gaz de schiste) 	<ul style="list-style-type: none"> • Obsolescence des infrastructures publiques (transports, éducation publique) • Longue phase désindustrialisation • Déficit extérieur élevé et durable • Explosion de la dette publique et dépendance vis-à-vis de l'épargne mondiale • Forte empreinte écologique
Société	<ul style="list-style-type: none"> • Dynamique entrepreneuriale • Mobilité géographique • Croissance et jeunesse de la population 	<ul style="list-style-type: none"> • Flambée des inégalités de revenu et de richesse • Faible mobilité sociale • Montée des minorités et érosion de la classe moyenne
Politique	<ul style="list-style-type: none"> • Stabilité du cadre constitutionnel et juridique • Force de la démocratie américaine comme référence • Alternance politique Démocrates / Républicains 	<ul style="list-style-type: none"> • Un blocage par les « checks and balances » de réformes nécessaires • Capture par les groupes d'intérêt (Wall Street, pétroliers, groupe militaro-industriels) • Nouveaux compromis hors d'atteinte par polarisation idéologique
Géopolitique	<ul style="list-style-type: none"> • Encore la seule superpuissance • Le dollar, monnaie de réserve par défaut • Hyper puissance militaire grâce à l'avance technologique • Le soft-power des universités, centres de recherche, institutions culturelles (cinéma) 	<ul style="list-style-type: none"> • Dépendance à l'égard de la Chine (chaînes de valeur, achat de bons du Trésor) • Anticipation d'une remise en cause du dollar • Perte d'influence au Moyen Orient, en Asie par inadéquation entre diplomatie et moyen militaires • Pénalisé par une utilisation maladroite du hard power (interventions militaires) et ralentissement de l'accueil de chercheurs étrangers

4 De l'inconvénient d'avoir été une hyper puissance

Un autre obstacle majeur se dresse face au projet de recomposition de l'économie américaine. Les États-Unis demeurent la seule superpuissance en matière géopolitique et de conception de la modernité. Il en résulte une inquiétante sous-estimation des défis adressés aux États-Unis : la plupart des candidats à l'investiture présidentielle au sein du parti républicain ont vaillamment affirmé que le 21^e siècle serait encore et toujours américain. Or, l'équilibre financier américain est aux mains des responsables Chinois qui acceptent pour un temps encore d'acheter des bons du Trésor américain. Leur projet de long terme est de s'affranchir du statut du dollar comme monnaie de réserve, stratégie qui trouve un début d'application en un soutien, certes modéré, de l'euro. Il n'est pas surprenant que les meilleurs experts de l'économie internationale considèrent comme hautement probable une prochaine remise en cause du statut du dollar... et il n'est pas sûr que les politiques et l'opinion américaine en aient pleinement conscience.

Similairement, sous les deux présidences Bush, les États-Unis ont privilégié le hard power – c'est-à-dire l'usage de la force militaire lors des interventions en Irak puis en Afghanistan – au détriment du soft power que constitue l'avancée des centres de recherche, des universités et des centres culturels, au premier rang desquels, le cinéma. La décision de rendre plus difficile l'obtention de visa pour les chercheurs étrangers invités aux États-Unis semble avoir d'ores et déjà érodé le dynamisme de l'innovation, si l'on en juge à travers les productions scientifiques et les brevets. Les deux présidences Obama ont ou vont partiellement rectifier le tir mais l'incapacité des responsables à trouver une issue au conflit israélo-palestinien montre combien s'est érodée l'hyper-puissance américaine.

Finalement le provincialisme d'une grande partie de la classe politique conduit nombre d'Américains à considérer que leur pays est le plus avancé dans tous les domaines, quels qu'ils soient. A contrario, l'Asie et l'Europe, sont trop souvent considérés comme incapables de se situer à la frontière technologique et de définir une autre forme de modernité. N'est-il pas remarquable qu'après avoir provoqué une crise mondiale par imprudence de leur politique financière, les Américains donnent en permanence des leçons aux Chinois et aux Européens en matière de bonne gestion ? Une telle arrogance est loin d'être favorable à la prise de conscience qui s'impose. Or une fraction croissante des spécialistes de géopolitique pronostiquent aujourd'hui l'amorce du déclin de la toute puissance américaine, même si les États-Unis demeureront, un temps, les détenteurs d'un pouvoir lié à leur prédominance en matière de technologie et d'ampleur des dépenses militaires. Hélas, cette domination militaire, pour l'instant incontestable, est loin de constituer un atout dans la recherche d'une stratégie de sortie de crise.

II. Le dragon chinois face à la nécessité, mais aussi aux risques, d'un changement radical de régime socioéconomique.

Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, les transformations de l'économie mondiale ont été analysées par rapport au concept de globalisation entendu tout d'abord comme l'essor du commerce mondial plus rapide que la production domestique, l'essor de l'investissement productif direct et plus encore l'explosion des investissements en portefeuille. Ces mouvements pouvaient être présentés comme une forme d'américanisation dans la mesure où les normes véhiculées par les États-Unis tendaient à s'imposer au reste du monde. Rétrospectivement pourtant il se pourrait que le changement majeur soit celui de l'émergence de nouveaux pays industrialisés : Brésil, Inde et bien sûr Chine. En effet, l'irruption sur le marché mondial de ces pays a changé les paramètres même du système international, ne serait-ce que du fait de la taille de leur population active potentielle qui pèse sur la formation des prix et des coûts dans le reste

du monde. Comprendre la dynamique chinoise est donc devenu crucial si l'on entend proposer quelques scénarios pour l'économie mondiale des décennies à venir.

1. *Un capitalisme sui generis*

Il importe d'aller au-delà de la dénomination que les autorités chinoises donnent de leur système socioéconomique qui serait un socialisme de marché. En fait, il s'agit bel et bien d'une forme originale de capitalisme caractérisé par la fusion au niveau local des objectifs politiques des provinces et municipalités avec les intérêts des entrepreneurs capitalistes. Le très grand nombre de ces corporatismes locaux implique un niveau extrême pour la concurrence que se livrent les différentes localités entre elles pour bénéficier de crédits ou attirer les multinationales. En conséquence, dans le langage de la théorie de la régulation, la concurrence est la forme institutionnelle dominante puisqu'elle implique par exemple la segmentation et balkanisation de la relation salariale et appelle une politique économique visant à compenser par les exportations les déséquilibres internes dans la distribution des revenus entre salaire et profit, consommation et investissement. Ainsi, l'intelligibilité de l'économie mondiale ne peut plus être séparée de la compréhension de la dynamique interne du capitalisme chinois. A titre d'exemple, en matière de produits industriels de masse, quelles que soient les entreprises, le prix sur le marché mondial se trouve fixé par la production chinoise.

2. *Un spectaculaire rattrapage d'une économie-empire*

A cet égard il est paradoxal qu'un pays de si grande taille soit l'un des premiers exportateurs mondiaux alors que très généralement le degré d'extraversion d'une économie est inversement proportionnel à la taille de son marché domestique. L'explication de ce paradoxe pointe dans la direction d'un dualisme productif au sein de l'économie chinoise : la majorité des exportations viennent en fait de l'activité des multinationales établies en Chine qui de ce fait importent une large fraction des composants, équipements et brevets nécessaires, alors que les entreprises chinoises se concentrent sur la satisfaction du marché intérieur et n'exportent que des produits beaucoup moins avancés technologiquement. C'est en ce sens que le régime de croissance chinois est essentiellement tiré par la dynamique de l'investissement, relayée par celle des exportations. Ce n'est donc pas un régime typiquement tiré par l'insertion internationale (*export-led*) (tableau 3).

Depuis 1978, et plus encore les années quatre-vingt-dix, les remarquables performances de l'économie chinoise s'expliquent par la conjonction de trois facteurs principaux.

- Tout d'abord, le mouvement de la main-d'œuvre rurale en direction d'emplois industriels localisés dans des centres urbains en forte croissance : la différence de productivité est telle que la croissance s'avère être de l'ordre de 10 % pendant plus de deux décennies. Mais il faut souligner que c'est aussi la raison de l'essor des inégalités puisque l'écart entre revenu des ruraux et des urbains n'a cessé de se creuser jusqu'à une date récente.
- Comme le processus d'industrialisation est tardif, les entreprises Chinoise se dotent des équipements les plus modernes qui se situent à la frontière technologique car, ceux qui sont les plus essentiels pour la compétitivité sont importés du monde entier. En conséquence, apparaissent des rendements d'échelle équivalents à ceux qui firent le succès du fordisme mais ils se matérialisent en l'occurrence sur le marché international et pas seulement domestique. Comme les salariés ne peuvent se coordonner entre entreprises et régions, prévaut l'équivalent d'une régulation concurrentielle des salaires : compte tenu de considérables réserves de main-d'œuvre dans le secteur rural, tout au long de la période, les salaires réels ont cru moins vite que la productivité. Il en résulte une pression concurrentielle majeure sur la quasi-totalité des autres systèmes de production nationaux.

Tableau 3 – Forces et faiblesses de la Chine en 2012

	Forces	Faiblesses
Economie	<ul style="list-style-type: none"> • Dynamisme de la croissance depuis 1978 • Capacité de réaction des autorités publiques : <ul style="list-style-type: none"> - Contrôle du crédit - Contrôle du taux de change • Remontée technologique par un effort constant de RD • Atelier du monde 	<ul style="list-style-type: none"> • Tendance à suraccumulation car faiblesse de la consommation • Exacerbation de ce déséquilibre en réaction à la crise mondiale 2008-2009 <ul style="list-style-type: none"> - Hausse des mauvaises créances - Friction avec les Etats-Unis et l'Union Européenne • Possible blocage du fait du piège de la modularité • Rôle déterminant des multinationales établies en Chine
Société	<ul style="list-style-type: none"> • Réserves de main-d'œuvre par migration interne • Réduction de la pauvreté • Amorce d'un rééquilibrage de la relation salaire réel/productivité 	<ul style="list-style-type: none"> • Inégalité de statut entre ruraux et urbains • Explosion des inégalités et conflits sociaux • Retard des services publics (santé, éducation) • Longueur de la transition vers une croissance tirée par la consommation
Politique	<ul style="list-style-type: none"> • Légitimation du pouvoir politique par l'espérance d'une amélioration du niveau de vie • Une synergie entre politique et économie • Monopole du Parti Communiste 	<ul style="list-style-type: none"> • Fragilité de l'adhésion du peuple au régime politique • Excès de la corruption • Blocage des demandes de démocratisation
Géopolitique	<ul style="list-style-type: none"> • Attractivité de la Chine comme marché et base manufacturière • Rôle leader dans la formation des prix des produits manufacturiers • Accumulation de réserves, facteur d'autonomie nationale • Effet d'entraînement des pays voisins et impulsion d'une division du travail asiatique 	<ul style="list-style-type: none"> • Relocalisation vers les pays du sud est asiatique • Un système productif dual (multinationales vs firmes domestiques) • Source de frictions sur le Yuan avec les Etats-Unis et l'Union Européenne • Résurgence des conflits, y compris territoriaux, avec les voisins

- Enfin, le taux d'investissement en capital productif et en infrastructure représente en moyenne plus de la moitié du PIB et il a encore augmenté après le plan de relance postérieur à la crise de 2008-2009. Ainsi, le renouvellement du capital est-il entre deux et trois fois plus rapide que ce que l'on observe dans les pays de vieille industrialisation comme les États-Unis ou la plupart des pays européens.

Ce rattrapage technologique est l'objectif central de la politique économique car c'est la condition permissive du compromis implicite de la société chinoise contemporaine : « promesse d'une amélioration permanente du niveau de vie en contrepartie de l'acceptation de l'exclusivité de l'exercice du pouvoir par le Parti Communiste ». Les deux outils principaux de la politique économique sont un contrôle de l'allocation du crédit par secteur, entreprise et localité et une maîtrise du taux de change destiné à compenser le déséquilibre de la distribution du revenu en faveur des profits et de l'investissement. Ainsi s'explique que la Chine ait traversé sans problème la crise mondiale liée à l'effondrement de la spéculation sur les subprimes, même si se manifeste depuis 2012 une notable décélération.

3. De multiples déséquilibres structurels accumulés

Ces succès ne sauraient dissimuler le caractère fondamentalement déséquilibré de ce régime de croissance, au point qu'on pourrait s'étonner qu'une crise majeure ne soit pas déjà intervenue, par exemple lorsque s'effondrèrent les cours boursiers. Les sources de faiblesses sont multiples (tableau 4).

- Le facteur le plus préoccupant est sans aucun doute la *suraccumulation permanente* qui se traduit tout autant par des surcapacités productives que par la récurrence de mauvais crédits attribués à des entreprises qui ne peuvent les rembourser compte tenu de l'acuité de la concurrence. Tant que la croissance est forte, les profits de la période permettent de compenser les pertes du passé mais un tel mécanisme ne peut que s'enrayer en cas de décélération marquée de l'économie chinoise. Tel est le péril que cherche à éviter à tout prix le gouvernement chinois à travers de massifs plans d'infrastructure, aussi bien en 2009-2010 qu'en 2012.
- Les *inégalités de statut entre urbains et ruraux* sont une menace pour l'acceptabilité du régime chinois. En effet, les travailleurs ruraux qui se rendent en ville pour occuper des emplois dans la construction ou l'industrie, traditionnellement ne bénéficient pas des mêmes droits sociaux (santé, école, logement, retraite) que les urbains. Parallèlement, les ruraux souffrent de l'expropriation de leur terre ou logement sans juste compensation et sont soumis à de nombreux arbitrages de la part des autorités politiques locales (retard dans le paiement des salaires, absence de recours contre des abus manifestes, poids de la corruption,...). Ainsi s'expliquent la fréquence et l'ampleur des *protestations sociales* locales qui se comptent par dizaines de milliers chaque année et montrent les limites de l'acceptation du monopole du pouvoir par le Parti Communiste...au-delà même de modestes tentatives de démocratisation au niveau local.
- Les succès en matière de *réduction de la pauvreté* ne sauraient dissimuler l'*explosion des inégalités*, particulièrement spectaculaire à la lumière de la relative homogénéité des conditions de vie dans le régime postérieur à 1949. En effet, non seulement l'inégalité en terme de revenu est flagrante mais encore l'accès aux services collectifs que constituaient la santé, l'éducation, la retraite, le logement a été compromis par la privatisation massive. Au cours de la présente décennie, les autorités publiques ont pris conscience de la gravité du phénomène, mais pour l'heure, la tendance à la polarisation sociale n'a pas été enrayerée par le lancement d'un système collectif de sécurité sociale, pour l'instant filet de sécurité minimaliste.

Tableau 4 – Les facteurs de blocage de la Chine : l'économie (I)

Domaines	Nature des tensions	Les politiques	Leur efficacité
1. Régime de croissance	<ul style="list-style-type: none"> Déséquilibre d'une croissance tirée par les investissements / exportations Suraccumulation renforcée après 2008 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation du salaire minimum Constitution d'une couverture sociale minimale mais en extension (santé, retraite, chômage,...) 	<ul style="list-style-type: none"> Limitée par la lutte concurrentielle entre régions Modestie de ces transferts face aux déséquilibres du partage salaire / profit et consommation / investissement
2. Intégration à l'économie mondiale	<ul style="list-style-type: none"> Frictions avec les Etats-Unis (taux de change, propriété intellectuelle) 	<ul style="list-style-type: none"> Réévaluation prudente du taux de change réel 	<ul style="list-style-type: none"> Progressive par réajustement de la production à la demande intérieure
3. Système financier	<ul style="list-style-type: none"> Favorise la suraccumulation pour certaines entreprises, mais pénalise les autres Mauvaise qualité des crédits, récurrence de mauvaises créances Peu de placements pour les épargnants 	<ul style="list-style-type: none"> Tentative de contrôle de l'allocation du crédit par le pouvoir central Capacité d'intervention grâce à l'abondance des réserves Prudentes mais multiformes réformes 	<ul style="list-style-type: none"> Contrariée par la relative autonomie des autorités locales Risque d'impact négatif sur la croissance Danger d'une perte, à terme, de contrôle sous l'effet de ces réformes
4. Secteur immobilier	<ul style="list-style-type: none"> Grands besoins mais tendances à la surcapacité par rapport au pouvoir d'achat 	<ul style="list-style-type: none"> Usage du contrôle de l'allocation du crédit 	<ul style="list-style-type: none"> Retard intrinsèque de l'intervention publique par rapport à la spéculation
5. Système d'innovation	<ul style="list-style-type: none"> Tensions sur les droits de propriété intellectuelle Une dualité multinationales / entreprises nationales 	<ul style="list-style-type: none"> Forte et continue croissance des dépenses de Recherche et Développement Poursuite d'une innovation endogène et autochtone 	<ul style="list-style-type: none"> Bonne en termes de volume de financement mais problèmes de qualité de la recherche Délais de rattrapage plus longs que prévu, conflit ouvert avec capital étranger

- Les *problèmes environnementaux* sont particulièrement aigus dans les grandes métropoles : l'essor extrêmement rapide de la circulation automobile et la non-application des règles environnementales concernant nombre d'industries ont fortement détérioré la qualité de l'air ; le recours massif au charbon et l'appropriation croissante des ressources naturelles par la Chine impliquent une forte empreinte écologique, sans compter les problèmes liés à la qualité des produits alimentaires, de l'eau et la détérioration des terres agricoles . Le prolongement

des tendances actuelles n'est guère soutenable. Clairement, le gouvernement chinois a pris conscience de la gravité de ces déséquilibres mais le primat donné à la croissance entre en conflit, tout au moins à court-moyen terme, avec la préservation de l'environnement.

- Le style même de la croissance chinoise conduit à multiplier les *frictions commerciales* avec les États-Unis et l'Europe. D'un côté, les gouvernements américains ont pris l'habitude d'attribuer les excédents commerciaux chinois à une manipulation du Yuan...alors même que le change réel s'est plutôt réévalué. D'un autre côté la course à *l'accès aux matières premières* – tout particulièrement en Afrique et en Amérique latine – n'est pas sans créer de multiples sources de conflits avec les gouvernements nationaux. Or la pauvreté de la dotation en ressources naturelles de la Chine rend ces approvisionnements absolument nécessaires. Sans compter que l'importation, légale ou en contrebande, de produits manufacturés chinois précarise les producteurs de ces pays, au point que la Chine peut être accusée de contribuer à leur *désindustrialisation*.

4. Une claire prise de conscience mais savoir n'est pas pouvoir

Autant de défis auxquels les gouvernements chinois successifs ont tenté de répondre, mais la rupture avec le modèle antérieur est tellement considérable que, jusqu'à présent, les mesures correspondantes n'ont pas porté leurs fruits (tableau 5). On ne donnera ici que quelques exemples.

- Depuis une décennie, le projet gouvernemental est d'organiser la transition vers une *croissance tirée par la consommation domestique* à travers l'augmentation des salaires minimaux et la progressive constitution d'un système de couverture sociale pour palier aux insuffisances d'un recours exclusif au marché. Or, chaque localité a intérêt à décider de minimaux salariaux inférieurs à ceux des autres régions pour mieux se situer par rapport à la concurrence et continuer à attirer des entreprises multinationales. De la même façon, le mouvement vers une collectivisation du régime de couverture sociale demeure modeste, de sorte que, pour l'instant, il n'a pas d'impact macroéconomique marqué. Aussi a-t-on observé en 2011-2012, au mieux, une stabilisation de la part de la consommation dans le PIB et non pas sa croissance. Clairement, un tel changement de régime ne peut s'inscrire que dans le temps long, à savoir au minimum une décennie, voire plusieurs.
- Le second axe stratégique de la politique chinoise est *la constitution d'un système national d'innovation* qui dépendrait de moins en moins de l'apport technologique des multinationales étrangères. Or, en dépit de la remarquable croissance des dépenses de recherche et développement en proportion du PIB, les grandes entreprises chinoises ne sont pas encore à la frontière technologique mais elles s'attachent à la rejoindre. En conséquence, le projet d'une innovation scientifique et technologique, endogène et autochtone reste encore à réaliser.
- Le projet *d'une croissance écologiquement soutenable* fait son chemin, grâce en particulier à la modernité des équipements et à des projets emblématiques en matière d'infrastructure urbaine. La Chine n'est-elle pas le leader mondial dans la production de panneaux solaires et quelques unes des autres technologies vertes ? Pourtant prévaut une inertie compte tenu du grand retard de certaines régions et du fait que l'emporte l'impératif de croissance à tout prix pour satisfaire les demandes sociales d'augmentation du niveau de vie. Sur ce point encore, c'est le temps long de la transition d'un régime à un autre qui va s'imposer, et non pas l'exigence politique d'une rapide solution aux déséquilibres actuels.

- A l'occasion du renouvellement des dirigeants chinois en novembre 2012 est apparue clairement *l'opposition entre deux lignes politiques*, selon que l'on considère qu'il faut maintenir la stratégie antérieure ou qu'au contraire il importe d'innover y compris en matière de progressive démocratisation de certaines instances. De ce fait, prévaut une incertitude majeure concernant l'orientation future de l'économie et de la société chinoises.

Tableau 5 – Les facteurs de blocage de la Chine : le social et l'environnement (II)

Domaines	Nature des tensions	Les politiques	Leur efficacité
1. Le social	<ul style="list-style-type: none"> • Les migrants entre Hukou rural et urbain • Urbanisation et changement des relations sociales • Inégalité vis-à-vis de la couverture sociale • Moins de pauvreté mais explosion des inégalités 	<ul style="list-style-type: none"> • Atténuation de leurs différences • Réhabilitation du Confucianisme comme possible ciment idéologique • Mouvement vers son homogénéisation, plus de redistribution via l'Etat • Action sur le salaire minimum 	<ul style="list-style-type: none"> • Partielle, conditionnée par la poursuite de la croissance • Risque d'anomie • Impact défavorable de la corruption • Obstacle majeur : la diversité des situations locales
2. L'environnement	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des terres agricoles • Pollution (air, eau) • Intoxication par aliments • Changement climatique 	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleure défense des droits individuels • Restrictions administratives (fermetures d'usines, interdictions de circulation automobile) • Exemplarité des sanctions • Développement accéléré de techniques vertes 	<ul style="list-style-type: none"> • A confirmer au fil du temps • Conflit avec la croissance du marché intérieur (automobile) • Une longue transition, certes accélérée par l'intensité de l'investissement productif et sa modernité technologique • La Chine, leader dans nombre de ces secteurs (panneaux solaires,...)

- Enfin et surtout, alors que jusqu'en 2007 les autorités chinoises affichaient un profil relativement modéré lors des grandes négociations internationales, nombre de spécialistes en matière de géopolitique notent l'émergence *d'une certaine arrogance chinoise* tant à l'égard des États-Unis accusés de mauvaise gestion de leur crise structurelle, qu'à l'égard des voisins asiatiques à l'occasion de la résurgence de revendications territoriales à l'encontre par exemple du Japon mais aussi de nombre d'autres pays jouxtant la mer de Chine. N'est-il pas dangereux

d'attiser une forme de nationalisme pour tenter de résoudre de difficiles problèmes sociaux et économiques domestiques ?

S'ouvre ainsi une nouvelle période pour le régime de croissance chinois et ses relations avec le reste du monde. Elles s'avèrent particulièrement incertaines ce qui est à la fois une menace et une opportunité. En tout état de cause, il est hautement improbable que se prolongent les caractéristiques du régime chinois des deux dernières décennies car il lui faut retrouver des conditions de soutenabilité économique – la suraccumulation – financière – la recréation permanente de mauvais crédits – sociale – réponse à la demande de sécurité des citoyens – et finalement politique quant à l'exercice du pouvoir par un parti unique

III. Lenteur de la réaction à la crise économique, mais résilience de la société japonaise

Autant les économies nord américaine et chinoise ont connu de grands changements structurels au cours des deux dernières décennies, autant la trajectoire japonaise donne l'impression d'une évolution extrêmement lente, à pas comptés, sans que se dégage une réorientation claire de l'architecture des formes institutionnelles pour continuer à soutenir un régime de croissance tirée par l'innovation et la prime compétitive qu'elle garantit sur les marchés internationaux.

1. La crise des années quatre-vingt-dix n'est toujours pas surmontée

Il fait peu de doute que le Japon jouit, depuis plusieurs décennies, d'un haut niveau de vie, que nombre de ces entreprises sont à la frontière technologique, qu'il dispose d'une épargne suffisante pour financer la récurrence de notables déficits publics, dans un contexte où se maintient la compétitivité structurelle du pays, en dépit de la réévaluation du Yen intervenue après 2008. Et pourtant, le pays n'a pas retrouvé l'équivalent du régime socioéconomique qui s'était établi après le premier choc pétrolier : certes la croissance est conditionnée par l'articulation du Japon à l'économie mondiale et plus récemment à l'espace asiatique, mais le mode de régulation antérieur construit sur d'implicites mais efficaces procédures de coordination n'est plus en cohérence avec le sentier de croissance. Telle est la conclusion centrale vers laquelle convergent les recherches régulationnistes les plus récentes portant sur le Japon (tableau 6).

En effet, la croissance quasi-continue de l'encours de dettes publiques par rapport au PIB traduit l'ampleur des problèmes non résolus par les responsables politiques : incapacité à promouvoir une réforme fiscale permettant le financement d'une extension de la couverture sociale, faible prise en compte des conséquences du vieillissement sur la taille de la population active et le dynamisme de l'innovation, incertitude quant à l'orientation stratégique du Japon en matière d'insertion internationale. En contrepartie il faut reconnaître qu'au niveau local le lien social qui fait la force de la société nipponne continue à jouer son rôle ; grâce à la coexistence de plusieurs formes d'emploi, le chômage s'est maintenu à un niveau relativement faible lorsqu'on le compare à la situation américaine ou européenne. Enfin, la compétence de la population active et son adhésion aux objectifs des grandes entreprises continuent à assurer au Japon une compétitivité structurelle, gage d'une certaine autonomie en matière de politique économique et sociale.

Tableau 6 – Forces et faiblesses du Japon : l'économie et la société (I)

	Forces	Faiblesses
Economie	<ul style="list-style-type: none"> • Un pays riche • Haut niveau technologique • Un modèle de croissance fondé sur l'innovation et l'exportation • Volume de l'épargne nationale 	<ul style="list-style-type: none"> • Une tendance à la stagnation du niveau de vie • En concurrence avec d'autres pays asiatiques tels la Corée • Dépendant de la santé de l'économie mondiale donc asiatique • L'incapacité à enrayer la croissance de la dette publique
Société	<ul style="list-style-type: none"> • Maintien d'un lien social fort • Compétences des salariés • Un taux de chômage contenu 	<ul style="list-style-type: none"> • Un certain accroissement des inégalités • Une dualité de la relation salariale • Vieillesse de la population et décroissance démographique

2. Modèle productif et forme de capitalisme originaux et danger d'une libéralisation financière non maîtrisée

Quelles leçons peut-on tirer de l'expérience japonaise ?

- En premier lieu, il était erroné d'anticiper au milieu des années quatre-vingt une japonisation de systèmes productifs du monde entier comme le supposèrent un temps les meilleurs experts américains à partir de l'exemple du secteur automobile. D'une part, la production frugale exemplifiée par l'entreprise Toyota est loin de s'être imposée comme modèle canonique et unique, même dans l'industrie automobile comme en témoigne le succès de Volkswagen qui continue à combiner différenciation de la gamme mais forts effets de volume des composants intermédiaires. D'autre part, le nouveau paradigme qui aujourd'hui transforme la plupart des sociétés contemporaines est celui des technologies de l'information et de la communication et plus généralement de l'économie de la connaissance...domaine où les américains excellent et ont ainsi reconquis des avantages concurrentiels majeurs.
- En second lieu, les socio-économistes ont contribué à faire du Japon une forme originale de capitalisme qui se distingue tant de l'économie de marché de type américain ou anglo-saxon que du modèle de l'économie sociale de marché à l'œuvre en Allemagne. Ce capitalisme que les analyses régulationnistes qualifient de meso-corporatiste porte témoignage du renouvellement et de la diversité des organisations institutionnelles contemporaines. Ainsi s'éloigne l'idéal d'une forme canonique de capitalisme qui serait en tout point supérieure. De plus, d'autres pays asiatiques, tels la Corée ou encore Taïwan partagent certains des traits de l'économie japonaise. C'est une conclusion importante en matière de scénario géopolitique, puisqu'elle suggère la possibilité d'un monde multipolaire, caractérisé par la complémentarité de formes contrastées de capitalisme.
- Pourtant, l'enseignement majeur que livre la trajectoire nipponne concerne l'impact de la globalisation financière. En effet, le Japon a été le premier des pays développés à connaître une crise structurelle qui tient à une ouverture trop rapide au flux de capitaux internationaux et aux processus de déréglementation financière interne qui en découlent. Lorsqu'afflue

l'épargne étrangère, non seulement le taux de change de la monnaie nationale tend à être surévalué mais encore elle se dirige de façon préférentielle vers la Bourse ou/et la spéculation immobilière. C'est la conjonction de ces deux processus qui met fin au modèle de croissance nippon, de sorte que, depuis lors, le pays n'a su retrouver la trajectoire de forte croissance antérieure. La leçon mérite d'être rappelée lorsque l'on remarque que la longue période de quasi-stagnation résulte du lent et pénible processus de désendettement des agents privés. En un sens, l'acceptation d'un fort déficit public permet d'éviter que l'économie ne bascule vers une dépression cumulative du type de celle observée de 1929 à 1930. La politique américaine depuis 2008 ne suit-elle pas le chemin du Japon lors de la décennie quatre-vingt-dix ?

Ainsi, loin d'être exceptionnelle et liée à quelques spécificités culturelles, la décennie perdue japonaise est en fait anticipatrice des crises qui frappent tant les États-Unis que l'Union Européenne.

3. Les politiques et les citoyens : la confiance perdue

Le Japon a aussi anticipé quelques-uns des blocages qui rendent si difficile la sortie de la crise ouverte en 2008. En effet, l'opinion publique nipponne a perdu confiance dans la capacité des élites à gouverner le pays, non seulement au titre du piètre règlement de la crise financière mais aussi à l'occasion de catastrophes naturelles (tremblement de terre de Kobé) naturelles et industrielles (Tsunami et incident nucléaire de Fukushima). Il est remarquable que cette perte de confiance soit l'une des raisons principales de politiques que l'on pourrait qualifier « au fil de l'eau » (en anglais *muddling through*). En effet le divorce entre une élite politique (en l'occurrence vieillissante) et les attentes des nouvelles générations se manifeste depuis plus de deux décennies au Japon, à travers par exemple une instabilité des Premiers Ministres et des Gouvernements (tableau 7).

Tableau 7 – Forces et faiblesses du Japon : La politique et la géopolitique (II)

	Forces	Faiblesses
Politique	<ul style="list-style-type: none"> • Un régime démocratique • Alternance politique après domination du PLD 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de confiance dans les gouvernements <ul style="list-style-type: none"> - Corruption - Incapacité à relancer l'économie - Instabilité des gouvernements - Piètres réactions aux événements (tremblement de terre de Kobé, accidents nucléaire de Fukushima) • Un divorce entre stabilité des clans politiques et attentes d'une société en mutation
Géopolitique	<ul style="list-style-type: none"> • Une démocratie au cœur de l'Asie • Une puissance économique (4^e mondiale) • Capacité technologique des grandes entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> • Une incapacité à choisir entre deux insertions internationales : occidentale ou asiatique ? • La non résolution des déséquilibres économiques handicape le Japon face à la Chine • Les grandes entreprises coréennes talonnent leurs concurrentes nipponnes • Volonté de la Chine de remonter les filières technologiques, domaines d'excellence du Japon

La situation est d'autant plus préoccupante que le Japon jouit depuis la Seconde guerre mondiale d'institutions politiques démocratiques, de sorte que la longue stagnation japonaise pointe aussi dans la direction d'une crise de la démocratie. A cet égard, le contraste est frappant entre la rapidité et la vigueur de la réaction des autorités chinoises à la crise de 2008-2009 et la réponse embarrassée et hésitante des gouvernements japonais successifs depuis les années quatre-vingt-dix. Les études statistiques suggèrent que le regain de croissance, observé à partir de 2003, au demeurant modeste, tient à un redressement des exportations en direction de la Chine et de l'Asie et non pas à des changements des formes institutionnelles permettant l'émergence de nouvelles demandes sociales.

4. Les entreprises japonaises, acteurs de l'intégration économique asiatique, mais pas de réconciliation politique entre États-Nations

Apparaît alors une contradiction majeure dans l'éclairage des stratégies ouvertes au Japon car sphère économique d'une part et politique d'autre part, pointent vers des horizons différents.

- D'un côté, après une longue période d'observation, les grandes entreprises japonaises du secteur de l'automobile et de l'électronique se sont convaincues qu'elles ne pouvaient pas se passer d'une implantation en Chine afin de profiter d'un marché en forte croissance, vite devenu le plus grand pour nombre de produits. Or, la rentabilité de tels investissements n'est garantie que si prévaut une stabilité des relations entre Chine et Japon sur une période suffisamment longue. Une forme ou une autre d'accord géopolitique serait donc nécessaire entre les deux nations.
- D'un autre côté cependant, l'Asie n'a jamais régularisé les relations entre États depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. De façon récurrente, la tendance des gouvernements en proie à des demandes domestiques qu'ils ne peuvent satisfaire, est de réveiller les sentiments nationalistes afin de recomposer une forme de cohésion nationale. Quelques actes spectaculaires de ce type peuvent donc mettre en péril la coopération implicite qui est à la base de la division du travail au sein de l'Asie.

Ce danger n'a rien de théorique puisque les multinationales nipponnes ont eu beaucoup à souffrir du renouveau des tensions à propos des frontières territoriales des deux pays, à l'occasion de la revendication de quelques îles inhabitées mais supposées riches en ressources naturelles en 2012. Dans le processus européen d'intégration, la pacification des relations entre États-Nations a été obtenue par le recours à la constitution d'un grand marché européen. En Asie au contraire, l'économie anticipe sur le politique mais pour diverses raisons liées à la gestion de l'opinion publique domestique, le politique ne suit pas.

IV. Le devenir du système international à la lumière des précédents historiques

Comment interagissent les dynamiques nord-américaine, chinoise et japonaise ? La réponse à cette interrogation est cruciale si l'on entend éclairer les trajectoires de chacun de ces trois ensembles. En un sens, la configuration actuelle est nouvelle mais on peut tirer de l'histoire de la formation de l'économie mondiale de précieuses hypothèses ou intuitions. En effet, on doit à Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein d'avoir permis de replacer l'économie mondiale contemporaine dans la perspective longue de l'émergence du capitalisme.

- Un premier enseignement a trait à la *reconfiguration périodique* des relations qu'entretiennent diverses entités locales, elles-mêmes évoluant de la ville-État lors de l'essor du capitalisme

commercial (Anvers puis Gènes au 16^e siècle, puis Amsterdam au 17^e et début du 18^e siècle) vers l'État-Nation après la révolution industrielle, sans oublier la forme empire sur le modèle de l'Empire Byzantin. A la lumière des développements qui précèdent il est probable que nous vivons un basculement vers *un nouveau système international*.

- On doit à Immanuel Wallerstein l'opposition entre deux système-mondes, l'un sous la forme d'*empire* lorsque l'unité dérive du politique, l'autre sous celle d'une *économie-monde* lorsque ce sont les relations économiques qui font la cohérence du système. On peut donc considérer qu'après la Seconde guerre mondiale, les *États-Unis* furent les organisateurs d'une *économie-monde* née de l'émergence de la production et de la consommation de masse, leur domination géopolitique accompagnant cette hégémonie économique au point de diagnostiquer un possible « empire américain » comme l'avancent certains politologues. Comme cette configuration suscite l'émulation et la concurrence, le processus d'accumulation ainsi mis en mouvement s'étend à d'autres États-Nations : l'Allemagne, le Japon, etc... En un sens, l'érosion de la domination américaine est endogène. Par contraste, traditionnellement *la Chine est un empire* puisqu'elle s'est perçue au cours de siècles comme une entité autoréférentielle, bâtie sur une identité culturelle et un contrôle politique. La nouveauté des trois dernières décennies tient à l'extraversion de cette conception impériale au profit de la participation à une économie-monde, puisque la dynamique interne de la division du travail exerce des effets de longue portée, bien au-delà des frontières de la Chine.
- Pour Charles Kindleberger, la *stabilité d'un régime international* tient à l'existence d'un hégémon qui, tout en défendant ses intérêts nationaux assure la viabilité du système dans son ensemble. Il a ainsi analysé la crise des relations internationales de l'entre-deux-guerres : l'empire britannique entendait conserver son statut mais il n'en avait plus les moyens économiques alors que les États-Unis étaient la puissance économique montante mais n'entendaient pas jouer le rôle de l'hégémon. La contradiction se résout après la Seconde guerre mondiale puisque le système de Bretton Woods est l'expression du plan américain de reconstruction de l'ordre international à partir du rôle central du dollar. Ce cadre d'analyse livre l'une des interprétations de la période actuelle : les États-Unis dont la puissance économique décline mais qui conservent un rôle déterminant en matière de finance entendent conserver leur statut d'hyper puissance, alors que les responsables chinois fort préoccupés de la stabilité économique et sociale interne n'entendent pas sacrifier cet objectif à la réduction des déséquilibres de l'économie mondiale, par exemple en renonçant à leur politique de change comme soutien de la compétitivité et de la croissance domestique.
- Les travaux d'Angus Maddison qui reconstituent des comptabilités nationales de très longue période pour l'ensemble du monde, livrent une autre clé d'interprétation. En effet, si l'on se reporte à 1820, les niveaux de vie étaient sensiblement les mêmes en Europe et en Asie, comme dans la plupart des autres régions du monde. Comme la révolution industrielle pris son essor en Europe, les pays du vieux continent organisèrent à leur profit la division du travail créant ainsi une division entre *le centre et la périphérie* : Afrique, Amérique-Latine et Asie furent rejetées dans cette catégorie et expérimentèrent ce que l'on a convenu d'appeler le sous-développement. L'originalité du dernier demi-siècle tient à la réémergence de l'Asie comme terre de capitalismes originaux : nippon, coréen, taïwanais, chinois, vietnamien,.... Compte tenu de la distribution des populations en faveur de l'Asie – l'Inde et pas seulement la Chine – cela signifie un basculement du *foyer d'accumulation le plus dynamique*, au détriment de l'Amérique du Nord et plus encore de l'Europe. Pour reprendre la conclusion de l'ouvrage de Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau « *Sans doute assistons-nous à l'amenuisement de la suprématie des États-Unis sur l'économie mondiale mais ce qui s'esquisse sous nos yeux, au-delà du brouillard de la crise, annonce la fin de l'hégémonie absolue exercée par l'Occident depuis quelques siècles* » (p. 244).

- Les responsables politiques japonais font alors face à un *douloureux dilemme*. D'un côté, le Japon fut l'un des premiers à montrer que la dynamique capitaliste pouvait prendre racine en Asie, mais après la Seconde guerre mondiale, les relations géopolitiques avec les États-Unis privilégièrent l'appartenance au monde occidental ou plus exactement à l'économie-monde américaine. D'un autre côté, après 2003, la modeste reprise économique nipponne tient à l'approfondissement de son insertion asiatique, les grandes entreprises fournissant les biens d'équipement et composants à haute valeur ajoutée et réimportant les biens de consommation correspondants. Donc le Japon contemporain est, de fait, une pièce maîtresse dans l'intégration du sud-est asiatique. Or ce dernier est dominé par la dynamique de l'accumulation chinoise. Cela signifie l'entrée dans une nouvelle période historique, d'autant plus périlleuse qu'en matière de défense, la sécurité du Japon dépend plus que jamais du bouclier américain.

Bien sûr, le fait qu'il existe quelques régularités dans l'histoire longue n'implique pas la répétition à l'identique des mêmes évolutions et cycles car le neuf se combine à l'ancien pour engendrer des configurations sans précédent historique.

V. L'économie mondiale : une nouvelle configuration, un devenir incertain

Il est possible de particulariser le cadre analytique précédent en fonction des évolutions les plus récentes car la stratégie des autorités américaines s'est considérablement transformée, l'Asie exerce une force d'attraction apparemment irrésistible, l'Europe, tournée vers la résolution de sa crise institutionnelle, est la grande absente alors que la présence chinoise se fait sentir avec une vigueur sans précédent.

1. *Un changement majeur dans la stratégie internationale des États-Unis*

Lorsque l'on consulte une carte résumant la diplomatie économique des États-Unis, on est frappé par l'ampleur des changements intervenus depuis les années 2000.

- En matière de commerce international, les États-Unis ont étendu et diversifié leurs relations avec le Canada et le Mexique grâce à l'ALENA (Accord de Libre Échange Nord-Américain). Le seul pays en dehors de la zone d'influence américaine qui a un rôle déterminant dans son commerce extérieur n'est autre que la Chine car la place de l'Europe tend à s'amenuiser.
- De plus, les États-Unis sont actifs pour négocier des traités de libre-échange avec certains pays de l'Amérique Centrale, le Pérou et le Chili, mais ils rencontrent de grandes difficultés avec le Brésil et l'Argentine, le premier de ces pays entendant jouer un rôle de puissance régionale.
- L'Europe occupe une place de plus en plus réduite dans les préoccupations américaines, ce dont témoigne par exemple le peu d'intérêt du Président Obama pour les rencontres avec les dirigeants européens, d'autant plus que les frictions sont multiples concernant les accusations croisées de protectionnisme concernant par exemple l'aéronautique.

2. *Un redéploiement américain en direction de l'Asie*

Au cours de la dernière décennie, les États-Unis ont pris conscience des avantages de l'appartenance à la zone Pacifique, puisque tel est aujourd'hui le moteur de la croissance mondiale.

- La délocalisation des opérations d'assemblage final en direction de l'Asie a conduit à la création d'une chaîne de valeur opérant à l'échelle mondiale et liant de plus en plus étroitement les États-Unis et la Chine. Approvisionner les consommateurs américains avec des produits à bas prix est devenu crucial pour compenser la faible progression du revenu salarial.
- Comme le déficit commercial américain est le pendant des excédents du commerce extérieur chinois et Japonais, ces deux pays sont les détenteurs d'une grande partie de la dette publique américaine (respectivement 23,1% et 21,2 % au 31 décembre 2011). C'est une autre raison pour privilégier les relations transpacifiques au détriment des relations transatlantiques, ne serait-ce que parce que l'Union Européenne ne détient que 3 % de cette dette. On voit donc s'organiser une complémentarité structurelle entre Amérique du Nord et Sud-est asiatique.
- Il n'est dès lors pas surprenant que les États-Unis entendent aussi jouer un rôle clé au sein de l'APEC (Coopération Économique pour l'Asie Pacifique). On voit donc se mettre en place un système des relations internationales aux antipodes de celui qu'organisait le système de Bretton Woods tourné vers l'Europe.

3. Une Europe en crise et sans stratégie géopolitique

Si l'on raisonne en termes de taille du PIB, l'Union Européenne fait bonne figure face au continent Nord-Américain : elle demeure le plus grand marché régional et le continent pour lequel les avancées en termes de bien-être social ont été les plus marquées. De plus, les européens défendent une approche négociée et multilatérale des grands problèmes contemporains que sont l'éradication de la pauvreté, la lutte contre les épidémies, le réchauffement climatique, l'aide au développement, ... Mais le paradoxe est que la sévérité et durée de la crise de l'Euro sont au centre de la préoccupation des gouvernements européens qui n'ont ainsi pas la capacité de montrer en quoi leurs modèles d'économie mixte, d'économie sociale de marché ou encore de social-démocratie pourraient aider à la résorption des déséquilibres de l'économie mondiale. Ainsi, du fait de ces faiblesses, ils participent fort peu à la redéfinition des institutions internationales qui devraient remplacer celles héritées de l'après Seconde guerre mondiale. Clairement ce sont la Chine, le Brésil et autres pays émergents qui poussent les réformes correspondantes car ces pays sont forts de leur dynamisme économique et de la revendication d'un rééquilibrage des pouvoirs au sein de ces institutions internationales.

4. La Chine impulse la reconfiguration de l'Asie et transforme l'économie mondiale

Quitte à forcer le trait, on pourrait penser que le G20 et le G8 dissimulent en fait un G2, c'est-à-dire un face à face entre Chine et États-Unis.

- D'une part, la dynamique chinoise exerce un effet d'attraction sur la quasi-totalité de ses voisins, ce dont témoigne par exemple la progressive synchronisation des conjonctures coréenne, taïwanaise, vietnamienne, thaïlandaise avec celle de la Chine. De plus en plus, la division du travail s'opère au sein de l'Asie et le centre d'impulsion se trouve en Chine compte tenu du dynamisme de l'accumulation et de la taille de l'économie.
- De ce fait, les frictions commerciales internationales avec les États-Unis se sont déplacées du Japon vers la Chine car c'est de ce pays que partent les exportations de biens de consommation. Cela donne aux dirigeants chinois un rôle déterminant dans l'évolution des relations internationales, d'autant plus que l'ampleur des réserves accumulées en bons du Trésor américain s'avère stabiliser la parité du dollar.

- Les pays producteurs de ressources naturelles tant Latino-américains qu'africains, réorientent leur production en direction de la Chine. Pour ne citer qu'un exemple, la conjoncture brésilienne est aujourd'hui dépendante de celle de la Chine à travers le volume et le prix des exportations de produits primaires. De ce fait, l'Amérique Latine qui était traditionnellement la chasse gardée des États-Unis est de plus en plus dépendante du devenir de la Chine. *Mutatis mutandis*, l'Afrique s'affranchit progressivement de sa dépendance à l'égard de l'Europe pour s'articuler plus étroitement avec la Chine.
- Enfin, les dirigeants chinois souhaiteraient utiliser leurs réserves pour acquérir dans le monde entier des entreprises qui sont aux frontières des avancées scientifiques et technologiques, et ce dans tous les domaines (biotechnologie, espace, transports, techniques vertes,...). On imagine sans peine l'ampleur des conflits à venir portant sur la question du libre accès à ces technologies.

Ainsi, l'affirmation de la Chine est tout autant porteuse d'une certaine stabilisation de l'économie mondiale puisqu'elle continue à être l'un de ses rares moteurs que de conflits potentiellement dangereux tant économiques que territoriaux.

Conclusion

Le fil directeur du présent article n'est autre que l'insistance sur l'ouverture d'une période de grande transformation de l'économie mondiale comme des États-Nations.

1. *Un changement d'époque*

Il est hautement improbable que les États-Unis puissent conserver leur statut d'hyper puissance car ils font face à des déséquilibres et défis économiques majeurs et leur stratégie géopolitique de domination a montré ses limites. Le dragon chinois continue à impressionner le monde entier et tout particulièrement ses voisins asiatiques mais il fait face à l'équivalent d'une bifurcation majeure : soit la poursuite de la symbiose entre pouvoir politique et dynamique économique mais au risque de déséquilibres sociaux, environnementaux et politiques, soit l'exploration périlleuse d'un tout autre régime semé d'embûches et de périls. Quant à l'Europe elle joue son unité et son avenir car elle doit montrer sa capacité à surmonter les déséquilibres internes aggravés par le lancement de l'Euro, ce qui l'éloigne d'un rôle clé dans la recomposition de l'ordre international.

2. *Le Japon face à un dilemme*

Dans ces conditions, les autorités japonaises ont, elles aussi, à arrêter une stratégie qui réconcilie le retour à un certain dynamisme économique avec une intégration réussie dans l'approfondissement de la division du travail au sein de l'Asie. Le choix est particulièrement difficile car les impératifs respectifs de la sphère politique et économique produisent des incitations contradictoires. D'un côté, face à la montée des tensions territoriales autour de la mer de Chine/Japon, l'alliance géopolitique avec les États-Unis s'avère plus nécessaire que jamais. D'un autre côté, une grande partie de la santé économique nipponne trouve son origine dans le redéploiement des grandes entreprises en direction de la Chine : il serait donc fondamental de rechercher un compromis historique entre les deux pays. Un tel dilemme n'est pas aisé à surmonter et les meilleurs experts en sont conduits à des conjectures et à l'exploration de divers scénarios.

Face à cette incertitude il peut être éclairant d'établir un double parallèle d'abord avec le dilemme britannique, ensuite avec la trajectoire allemande depuis la Seconde guerre mondiale, chacun livrant une leçon précieuse pour le Japon.

3. Le Japon sera-t-il l'Angleterre du sud est asiatique ?

La trajectoire britannique montre combien il a été difficile pour les responsables politiques de se considérer comme partie prenante à la construction de l'Union Européenne. Ce ne devait être qu'un grand marché et non un pas vers la coopération avec les autres pays européens. En effet, pendant une longue période, la spécialisation de la City de Londres et la conjoncture domestique ont été plus proches de l'évolution de Wall Street et de l'évolution macroéconomique des États-Unis et non pas de celles de Francfort et de l'Allemagne. En 2012, le conflit frontal du gouvernement britannique avec le reste de l'Europe sur la conduite des stratégies de sortie de crise et le volume du budget public européen semble indiquer un possible dénouement, à savoir l'affirmation de l'appartenance au monde anglo-saxon et à son idéologie du marché, en opposition avec l'idéal d'économie mixte, ou encore d'économie sociale de marché, typiques de l'Europe continentale. Si l'on juge valable une certaine analogie entre les relations internationales du Japon avec celles de la Grande-Bretagne, ceci signifierait le choix d'une alliance stratégique de type géopolitique, quitte à compromettre le dynamisme économique nippon, lui-même talonné par la vigueur et le dynamisme de la Corée. Il est cependant une différence notable puisque, dans le cas britannique, les relations économiques et idéologiques avec les États-Unis sont beaucoup plus marquées que celles du Japon.

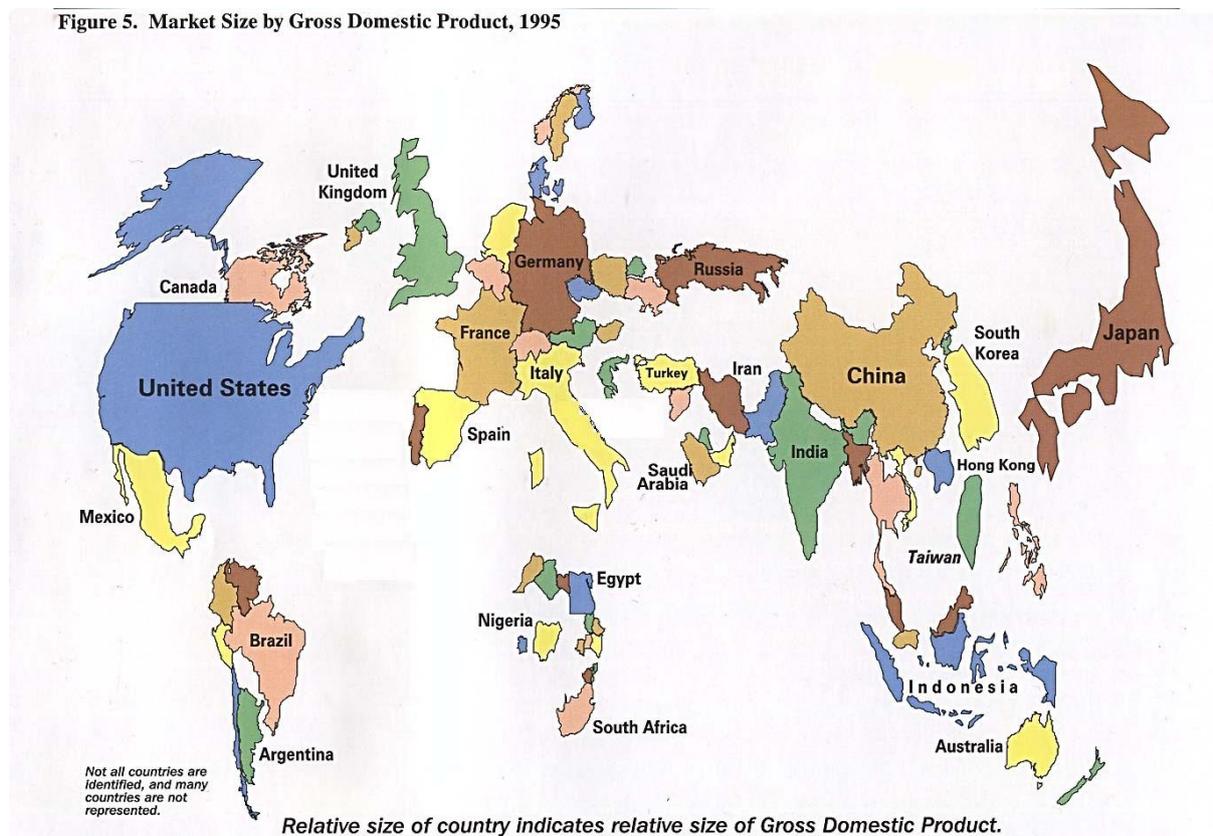
4. Une réconciliation du Japon avec l'Asie ?

Dans l'entre-deux-guerres, non seulement Japon et Allemagne ont été des alliés mais encore ils ont suivi des stratégies voisines : l'usage de la puissance économique pour étendre leur domination politique sur les pays voisins par la guerre. Après 1945, les deux pays se sont rapidement reconstruits et modernisés au point d'exercer une pression concurrentielle sur les États-Unis qui les avaient considérablement aidés à se reconstruire et moderniser. Il est pourtant une différence majeure en matière de géopolitique. A travers la médiation de l'intégration économique progressive, l'Allemagne s'est réconciliée avec le reste de l'Europe en reconnaissant pleinement sa responsabilité dans l'éclatement de la Seconde guerre mondiale, et par voie de conséquence le dépérissement de l'Europe comme puissance mondiale. Une telle réconciliation politique n'est jamais intervenue en Asie. Or c'est la condition pour une pacification des relations économiques entre le Japon et ses partenaires, Chine, Corée, Taiwan, etc. Une personnalité charismatique et visionnaire émergera-t-elle de la société japonaise pour suivre cette voie ? trouvera-t-elle un écho en Chine ?

5. Les occasions perdues des gouvernements japonais des années quatre-vingt-dix

La conjoncture est pourtant bien différente puisqu'à la mobilisation des énergies et à l'optimisme postérieurs à la seconde guerre mondiale s'opposent en 2012 les politiques du chacun pour soi et le pessimisme face à un monde complexe et apparemment non maîtrisable par la coopération internationale. Il est un autre facteur déterminant sur la route d'un tel compromis sino-japonais : si dans les années quatre-vingt-dix le Japon (et la Corée) se présentaient comme des challengers des États-Unis par la montée en puissance de leurs économies (figure 1), de nos jours la quasi-stagnation économique du Japon sur plus de deux décennies en fait certes encore la quatrième économie mondiale mais son poids ne cesse de diminuer et celui de la Chine de grandir. Que les gouvernements japonais n'ont-ils pas tendu la main à leurs homologues chinois dans les années quatre-vingt-dix alors que rares étaient ceux qui anticipaient l'ampleur des changements qui devaient découler des réformes successives, initiées en 1978 !

Figure 1 – Les années quatre-vingt-dix : l'apogée du pouvoir économique du Japon

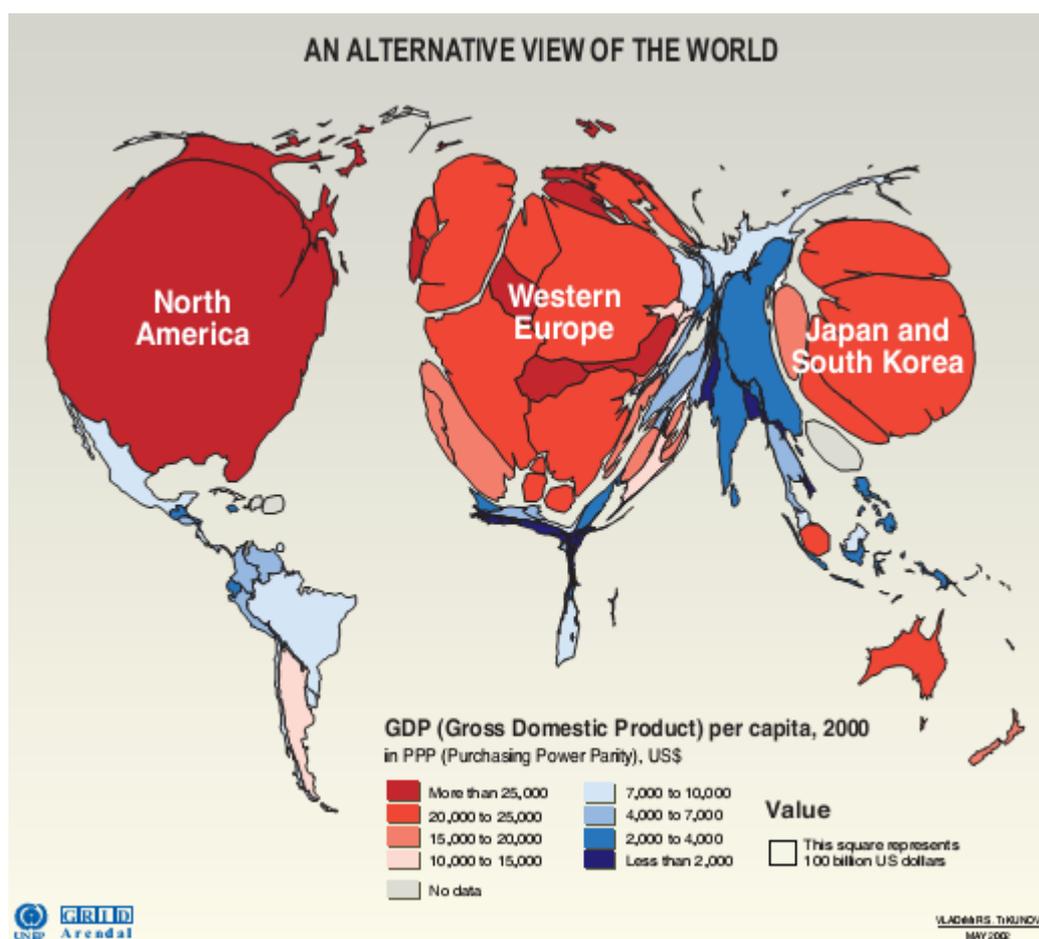


Source : GRID, Carte.

6. Le Japon pionnier d'un développement anthropogénétique et de la décroissance ?

Quelles que soient ses relations avec les voisins, le Japon fait partie des pays riches qui jouissent d'un niveau de vie exceptionnellement élevé (figure 2), d'une culture sophistiquée, d'une espérance de vie bien supérieure à celle des États-Unis et nombre d'autres pays. Précisément, ces attributs sont ceux de pays qui ont suivi les diverses étapes du développement agricole, urbain, industriel puis financier, et pour lesquels les biens les plus valorisés sont ceux liés à l'éducation, à la formation, la santé et les loisirs, c'est-à-dire les composantes d'un modèle anthropogénétique dans lequel la finalité de la société n'est plus de produire le maximum de biens privés et appropriables mais plutôt d'organiser la vie en société autour d'activités centrées sur le développement humain entendu au sens large et pas seulement celui popularisé par les indicateurs des Nations Unies. Compte tenu du prochain déclin de la population totale, il se pourrait fort que le peuple japonais puisse explorer un sentier nouveau dans l'histoire : le développement humain dans un contexte de décroissance. N'est-ce pas voie que proposent certains courants écologistes encore minoritaires : comment organiser les sociétés riches dans un monde de ressources naturelles rares et de multiples périls environnementaux ?

Figure 2 – Le Japon continue à bénéficier d'un niveau de vie très élevé : 2000



Source : GRID, Carte.

Comme l'affirmait un philosophe français, l'avenir dure longtemps. Il peut donc livrer nombre de surprises : pourquoi pas celle d'une renaissance du phénix japonais, sous une forme ou une autre.

Références

- Boyer Robert (2011), *Les financiers détruiront-ils le capitalisme ?*, Economica, Paris. Edition Japonaise étendue, *Les capitalismes face à la financiarisation et sa crise*, (en Japonais), Fujiwara Shoten, Tokyo, June 2011.
- Boyer Robert (2012), *Overcoming the institutional mismatch of the Euro-zone: undetected by conventional economics, favoured by nationally focused politics, fuelled and then revealed by global finance*. Traduction Japonaise à paraître Edition Fujiwara, 2013.
- Boyer Robert, Uemura Hiroyasu, Akinori Isogai (eds) (2011), *Diversity and transformations of Asian Capitalisms*, Routledge, London.
- Braudel Fernand (1985), *La dynamique du capitalisme*, Éditions Flammarion, Paris.
- Chaliand Gérard et Jean-Pierre Rageau (2012), *Géopolitique des empires. Des Pharaons à l'Imperium Américain*, Champs, Essais.
- Diplomatie (2012), « Quel bilan de la politique étrangère américaine », p. 44-68.
- Diplomatie (2012), « Chine : l'inévitable décrochage économique », p. 69-76.
- Golub Pierre (2010), *Power, Profit, Prestige. A History of American Imperial Expansion*, Pluto Press.
- Kindleberger Charles (1986), *La grande crise mondiale*, Economica, Paris. *Le monde en dépression : 1929-1939*, 1^e édition américaine (1973).

- Maddison Angus (2001), *Une perspective millénaire*, Centre de Développement de l'OCDE, Paris.
- New York Time (2012), « A troubling trend in life expectancy », September 20.
- Védrine Hubert (2012), *Dans la mêlée mondiale*, Fayard, Paris.
- Wallerstein Immanuel (1980 ; 1984), *Le système-monde du 15^e siècle à nos jours*, Tome 1 et 2, Flammarion, Paris.
- Yamada Toshio, Robert Boyer (eds) (2000), *Japanese Capitalism in Crisis*, Routledge, London.